1 5 VII 1959

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 26 février 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant annexion d'une partie du territoire de l'arrondissement judiciaire de Termonde à celui de l'arrondissement judiciaire d'Anvers", a donné le 6 juillet 1959 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e februari 1959 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende aanhechting van een gedeelte van het gebied van het rechterlijk arrondissement Dendermonde bij dit van het rechterlijk arrondissement Antwerpen", heeft de 6e juli 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à annexer à l'arrondissement judiciaire d'Anvers une partie du Bas-Escaut et de sa rive gauche qui est comprise dans l'arrondissement de Termonde.

Selon l'exposé des motifs, cette disposition serait justifiée par la considération que la ligne médiane d'un cours d'eau peut difficilement être fixée de façon définitive et que sa détermination est même impossible lorsqu'il s'agit d'un fleuve tel que l'Escaut. C'est pourquoi la ligne de limite y reste variable comme le thalweg du fleuve selon ses fluctuations au gré de l'importance des marées.

L'exposé des motifs observe aussi qu'il est impossible de fixer sur l'Escaut maritime "le lieu exact où un fait matériel s'est produit et, dans certains cas, le côté de la frontière où il faut le situer".

En bref, le projet, tant pour dissiper les doutes qui peuvent naître quant à l'attribution de la compétence territoriale des juridictions de l'un ou de l'autre des arrondissements bordant les rives du fleuve que pour assurer au parquet d'Anvers une compétence indiscutée, justifiée par l'utilisation de services qualifiés établis exclusivement à Anvers, fixe une nouvelle ligne de démarcation entre les arrondissements judiciaires d'Anvers et de Termonde. Cette ligne s'identifierait "avec la ligne de sommet déterminée à partir de la digue extérieure sur la rive gauche en regardant dans le sens du courant". La frontière entre les provinces de la Flandre Orientale et d'Anvers ne serait pas modifiée. Mais par l'effet de l'article 3 du projet, la bande de la rive gauche de l'Escaut comprise

entre la limite décrite à l'article premier et le bord des eaux du fleuve, tout en faisant partie de l'arrondissement judiciaire d'Anvers, serait "censée en outre faire partie de l'arrondissement judiciaire de Termonde".

Cette motivation et le texte du projet appellent les observations suivantes :

Sans doute, la loi peut-elle fixer souverainement les subdivisions des provinces (Constitution, article 2) et il est exact que le ressort des arrondissements judiciaires n'est pas lié aux divisions administratives de l'Etat. Mais quelle que soit l'autorité apte à déterminer les limites des circonscriptions, ces limites doivent répondre à la définition de ce mot. Elles marquent une configuration d'un territoire déterminé par rapport à un territoire contigu. Cette ligne séparative peut, en certains cas, être variable, voire commune, et l'exposé des motifs cite, à cet égard, à propos, la loi du 11 janvier 1819 qui, ayant rectifié la limite des provinces de Flandre Orientale et d'Anvers, prévoit qu'en certains endroits elle figure "en ligne droite jusques à moitié du lit de l'Escaut". Mais, susceptible ou non d'être infléchie, la limite doit, par sa nature même, être toujours séparative; en d'autres termes, ni dans la réalité des faits, ni par une fiction légale, un territoire ne peut être délimité par une frontière qui, en fixant ses bornes, ne déterminerait pas en même temps les bornes du territoire limitrophe (Code de procédure civile, article 1032bis, alinéa 2).

.../...

Les travaux préparatoires de la loi du 4 septembre 1908 relative à la saisie et à la surenchère sur aliénation volontaire des navires et des bateaux, ainsi qu'à la compétence en matière maritime et fluviale, révèlent que des préoccupations semblables ont dû retenir déjà l'attention du législateur. L'article 2 de la loi du 4 septembre 1908 formant le dernier alinéa de l'article 42 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence, auquel l'exposé des motifs du projet ne fait pas allusion, prévoit que "les cours d'eau dont l'axe forme la limite de deux arrondissements judiciaires sont considérés comme communs à chacun des arrondissements".

C'est en définitive l'esprit et la portée de cette disposition qui devraient être repris en l'espèce, la rédaction du texte pouvant cependant être heureusement amendée.

Le problème à résoudre se résume en une question de compétence : il s'agit de déterminer la juridiction apte à connaître des conséquences juridiques d'un fait qui se produit sur toute la partie de l'Escaut dont il est question au projet . Mais ce problème n'est pas différent de celui que la loi du 4 septembre 1908 avait réglé, en son article 2.

Dès lors que tout le fleuve constitue la limite des arrondissements judiciaires d'Anvers et de Termonde, les actions dérivant d'un fait survenu sur cette étendue peuvent être également de la compétence des tribunaux de chacun de ces arrondissements.

/...

C'est ce qui ressort, au reste, fort clairement des travaux préparatoires de la loi du 4 septembre 1908 et notamment des interventions de MM. RENKIN, Ministre de la Justice, SEGERS, rapporteur, de MM. FRANCK, BEERNAERT et MECHELYNCK devant la Chambre des Représentants (Pasinomie 1908, pp. 694 et suivantes).

Il y a intérêt, dès lors, à ne point créer, à propos de la situation spéciale qui est décrite dans l'exposé des motifs du projet, un régime différent de la règle de compétence qui se trouve déjà inscrite au dernier alinéa de l'article 42 de la loi du 25 mars 1876, alors surtout que cette dernière disposition a été adoptée en raison de l'éventualité de conflits de compétence territoriale dans les eaux de l'Escaut maritime.

De manière à marquer plus clairement la portée de la règle de compétence qu'il édicte, le dernier alinéa de l'article 42 pourrait être rédigé comme suit :

"La compétence des juridictions dont les territoires sont délimités par la ligne médiane d'un cours d'eau est étendue à toute la largeur de celui-ci".

+

+ +

La disposition de l'article 42, dernier alinéa, de la loi du 25 mars 1876 régit normalement la seule compétence en matière civile et commerciale.

Pour les considérations reprises à l'exposé des motifs du projet, il se justifierait, dès lors, d'étendre l'application du texte proposé à la matière répressive. La disposition pourrait former un article nouveau du Code d'instruction criminelle, conforme à la rédaction nouvelle du dernier alinéa de l'article 42.

Het ontwerp strekt ertoe, een gedeelte van de Benedenschelde met haar linkeroever, dat thans tot het arrondissement Dendermonde behoort, bij het rechterlijk arrondissement Antwerpen aan te hechten.

Volgens de memorie van toelichting zou deze regeling verantwoord zijn door de overweging, dat "de middellijn van een rivier bezwaarlijk op definitieve wijze kan worden bepaald" en dat dit voor een stroom als de Schelde zelfs onmogelijk is. Daarom blijft daar de grenslijn, evenals de dalweg van de stroom onder invloed van de stromingen, steeds veranderlijk naar gelang van het min of meer sterke tij.

De memorie van toelichting merkt ook op, dat het onmogelijk is op de Zeeschelde "de preciese plaats aan te wijzen waarop een materieel feit voorviel en, in bepaalde gevallen,aan welke zijde van de grensscheiding

Kortom, om mogelijke twijfel weg te nemen omtrent de territoriale bevoegdheid der rechtbanken van beide langs de oevers van de stroom gelegen arrondissementen, en tevens om het parket van Antwerpen een onbetwiste bevoegdheid toe te kennen, hetgeen verantwoord is door het gebruik van de, immers uitsluitend te Antwerpen gevestigde deskundige diensten, stelt het ontwerp een nieuwe grenslijn vast tussen de rechterlijke arrondissementen Antwerpen en Dendermonde. Deze grenslijn zou "worden gevestigd op de kruin van de bandijk van de linkeroever, naar stroomzijde toe". De grens

.../...

tussen de provincies Oost-Vlaanderen en Antwerpen zou ongewijzigd blijven. Ingevolge artikel 3 van het ontwerp zou echter de strook aan de linker Scheldeoever, welke tussen de in artikel 1 beschreven grenslijn en de rand van het watervlak van de stroom ligt, ofschoon deel uitmakend van het rechterlijk arrondissement Antwerpen, "bovendien nog geacht worden deel uit te maken van het rechterlijk arrondissement Dendermonde".

Bij deze motivering en bij de tekst van het ontwerp zijn de volgende opmerkingen te maken :

De wet kan ongetwijfeld souverein de onderverdelingen van de provincies bepalen (Grondwet, artikel 2); ook is het juist dat het rechtsgebied van de rechterlijke arrondissementen niet gebonden is aan de administratieve indeling van het Rijk. Maar welke overheid ook bevoegd is om de grenzen van die gebieden vast te stellen, altijd moet aan de begripsomschrijving van "grens" worden voldaan. Grenzen bepalen de configuratie van een gebied ten aanzien van een aangrenzend gebied. De scheidingslijn kan in sommige gevallen wisselend, zelfs gemeen zijn. De memorie van toelichting verwijst in dit verband terecht naar de wet van 11 januari 1819 die de grens tussen de provincies Oost-Vlaanderen en Antwerpen heeft rechtgetrokken en die bepaalt dat deze grens op sommige plaatsen in rechte lijn loopt tot het midden van de Scheldebedding. Maar al dan niet voor ombuiging vatbaar, een grens moet uit de aard der zaak altijd een scheiding vormen ;

.../...

met andere woorden, noch in werkelijkheid, noch door een wettelijke fictie kan een gebied worden afgebakend door een zodanige grens, dat de afpaling van dat gebied niet zou samenvallen met de afpaling van het aangrenzende (Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, artikel 1032bis, tweede lid).

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 4 september 1908 "op de inbeslagneming en het opbod bij vrijwillige vervreemding van de zee- en de binnenschepen, alsmede op de bevoegdheid in zake van zee-en binnenvaart" blijkt, dat dergelijke problemen reeds de aandacht van de wetgever gaande hebben gemaakt. Artikel 2 van de wet van 4 september 1908, dat het laatste lid vormt van artikel 42 van de wet van 25 maart 1876 op de bevoegdheid, naar welke wet de memorie van toelichting van het ontwerp niet verwijst, bepaalt : "De waterlopen, welker middellijn de grensscheiding tussen twee rechterlijke arrondissementen uitmaakt, worden beschouwd als gemeen aan elk dezer arrondissementen".

Per slot zou hier deze bepaling moeten worden overgenomen, althans naar geest en strekking, want de redactie zelf is voor verbetering vatbaar.

Het op te lossen probleem is er een van bevoegdheid : het is zaak te bepalen welke rechtbank bevoegd is om kennis te nemen van de rechtsgevolgen van een feit dat zich voordoet op het hele gedeelte van de Schelde waarvan in het ontwerp sprake is. Dit is echter geen ander probleem dan de wet van 4 september 1908 in haar artikel 2 heeft geregeld.

.../...

Vormt de ganse stroom de grens tussen de rechterlijke arrondissementen Antwerpen en Dendermonde, dan kunnen rechtsvorderingen in verband met een feit dat zich op deze ruimte heeft voorgedaan, in gelijke mate tot de bevoegdheid van de rechtbanken van elk dezer arrondissementen behoren.

Dit blijkt overigens zeer duidelijk uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 4 september 1908, met name uit de betogen van de Minister van Justitie RENKIN, van de verslaggever SEGERS en van de HH.FRANCK, BEERNAERT en MECHELYNCK in de Kamer van Volksvertegenwoordigers (Pasinomie 1908, blz. 694 en volgende).

Ten aanzien van de bijzondere toestand welke de memorie van toelichting van het ontwerp beschrijft, wordt dus liefst geen andere bevoegdheidsregeling getroffen dan het laatste lid van artikel 42 van de wet van 25 maart 1876 reeds bevat, temeer daar die bepaling is goedgekeurd met het oog op mogelijke geschillen inzake territoriale bevoegdheid in de wateren van de Zeeschelde.

In de volgende lezing zou het laatste lid van artikel 42 de strekking van de uitgevaardigde bevoegdheidsregel duidelijker tot uiting brengen :

"De bevoegdheid van de rechtbanken wier gebieden worden begrensd door de middellijn van een waterloop, strekt zich uit over de ganse breedte van die waterloop".

\+

\+ \+

/

De bepaling van artikel 42, laatste lid, van de wet van 25 maart 1876 regelt normaal gesproken alleen de bevoegdheid in burgerlijke en handelszaken.

De overwegingen van de memorie van toelichting wettigen een toepassing van de voorgestelde tekst ook in strafzaken.De bepaling zou een nieuw, met de nieuwe redactie van artikel 42, laatste lid, overeenkomstig artikel van het Wetboek van Strafvordering kunnen vormen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.